

croient à la nécessité de se battre pour maintenir la démocratie. À mesure que nous voyons d'autres pays, comme ceux du bloc de l'Est, adopter peu à peu les principes que nous vénérons depuis des générations, le gouvernement conservateur décide de s'attaquer à la démocratie et de réduire la Chambre des communes à l'état de fantoche. Dès que le gouvernement entend des critiques venant des partis de l'opposition, il dit: «Nous ne voulons plus les entendre, nous allons couper court au débat.»

C'est ce que fait le gouvernement ce matin. Je ne sais pas si les députés du parti ministériel se rendent compte de ce qui se passe aujourd'hui. C'est le ministre de la Justice—de la justice pour tous—qui nous a dit «Voici, je sais que nous présentons une mesure éminemment détestable, mesquine et cruelle.» C'est le propre d'un gouvernement conservateur de présenter des mesures semblables. Il a ajouté: «Nous allons en forcer l'adoption.» Le gouvernement a mis fin au débat à l'étape de la deuxième lecture et renvoyé le projet de loi au comité.

C'est au comité que l'on fait venir des experts pour qu'ils examinent la mesure législative. Nous savons ce qui s'est passé. Le projet de loi a été soumis au comité où les députés du Nouveau Parti démocratique ont fait valoir qu'on ne pouvait changer aussi radicalement la politique sociale du pays sans convoquer des experts, ceux qui comprennent les répercussions, pour qu'ils expliquent aux députés ministériels quelles seraient les véritables conséquences pour les gens et à quel point cette mesure est mesquine et cruelle.

Le gouvernement l'a-t-il fait? Pas du tout. Il a refusé une fois de plus d'entendre ce que les gens ont à dire. Il ne voulait pas entendre les experts. Il ne voulait pas savoir ce que deviendraient les familles qui vivent dans la région de l'Atlantique, dans l'Ouest, dans le nord de l'Ontario et au Québec. Il ne voulait pas entendre ce que représentait cette mesure pour ceux qui ont lutté et construit le pays. Le gouvernement dit maintenant aux gens qui ont économisé et préparé leur avenir qu'ils ne toucheront plus la pension de vieillesse parce qu'ils n'en ont pas besoin et que, par conséquent, il leur retire ce droit qu'ils ont comme Canadiens. Voilà l'idée essentielle de la mesure.

Qu'ont fait les ministériels qui sont membres du comité? Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas entendre toute cette information qui serait susceptible d'inquiéter les gens

s'ils comprenaient ce qui est en cause. Ils ont refusé les témoins.

Nous pensions qu'une fois le projet de loi de retour aux Communes, nous pourrions expliquer aux Canadiens ce qu'il en est. Le gouvernement propose maintenant l'attribution de temps, il impose le bâillon au Parlement, la clôture. Il interdit de parler des dispositions du projet de loi. C'est ce qui est arrivé. Dans deux jours, nous ne pourrions plus parler de ce projet de loi. Il aura été adopté. Il sera trop tard. Le gouvernement aura changé l'essence même de notre pays jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement, un gouvernement néo-démocrate, décide de rétablir, comme il se doit, le principe de l'universalité.

Non contents de faire main basse sur les pensions de vieillesse—c'est ni plus ni moins ce qu'ils font—, les Conservateurs vont bâillonner le Parlement, utiliser leurs tactiques dictatoriales pour clore le débat et, pis encore, nous imposer un projet de loi désastreux. Aux séances du comité, le gouvernement a avoué, ce qui est une première dans l'histoire du Canada, qu'il avait fait une erreur et que le projet de loi nécessiterait au minimum 125 amendements si l'on veut qu'il soit applicable. Il est incroyable que le gouvernement soit nonchalant, indifférent, sans coeur et stupide au point de présenter un projet de loi nécessitant 125 amendements pour être acceptable aux yeux de ses propres membres.

Comme vous le savez, le Président a dit que tout cela n'avait aucun sens et les a tous rejetés. Il a dit qu'ils n'étaient même pas acceptables du point de vue de la procédure. Si le gouvernement voulait faire la seule chose honorable du point de vue législatif, il retirerait son projet de loi et en présenterait un nouveau qui pourrait être adopté par la Chambre, même s'il est aussi cruel et injuste envers les personnes âgées et les familles. S'il tient à prendre des mesures semblables, qu'il ait au moins la décence de les présenter d'une manière qui soit acceptable pour la Chambre.

Le gouvernement ne veut même pas procéder ainsi. Il n'a que mépris pour la Chambre. Il croit pouvoir faire accepter n'importe quoi par la Chambre et la Présidence. Dieu merci, madame la Présidente, vous ne l'avez pas laissé faire. Vous avez dit: «Il y a des règles à respecter ici. On peut recourir à la clôture, bâillonner le débat et user de toutes sortes de trucs de procédure pour faire adopter de force des mesures législatives inopportunes.» Mais au